

United Nations
**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

Nations Unies
RESTRICTED
E/P.V. 103
1 August 1947
French
**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUIEME SESSION

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA CENT-TROISIEME SEANCE,
tenue à Lake Success, le vendredi 1er août 1947,
à 14 heures 30

Président : M. PAPANEK (Tchécoslovaquie)

NOTE : Ce compte rendu sténographique est établi conformément à l'article 35 du règlement intérieur du Conseil économique et social. Aucune disposition de ce règlement ne prévoit que des corrections pourraient y être apportées ; seuls les procès-verbaux résumés peuvent faire l'objet de changements de la part des membres participant aux réunions (article 49).

Les interprétations faites en séance sont insérées dans le présent compte rendu pour la commodité des délégués et ne nécessitent aucune correction.

Les corrections relatives aux discours originaux devront être envoyées au Secrétaire du Conseil économique et social et seront prises en considération par les rédacteurs des procès-verbaux résumés.

RECEIVED

4 AUG 1947

UNITED NATIONS
ARCHIVES

(Point 24) COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
(Doc.E/468, E/468/Add.1).

M. SANTA CRUZ (Chili) (traduction de l'espagnol) : Monsieur le Président, la délégation du Chili a présenté à l'examen du Conseil le projet que le Président vient de mettre en discussion, concernant la création d'une Commission économique pour l'Amérique latine.

Au cours des précédentes sessions du Conseil, en particulier de la quatrième, pendant le débat sur la création des Commissions économiques pour l'Europe et pour l'Extrême-Orient, les délégations latino-américaines ont insisté sur la nécessité qu'il y avait de considérer avec soin les problèmes économiques de cette partie de l'Amérique, et de prendre des mesures ayant pour effet d'accélérer son développement économique. Néanmoins, nous nous sommes contentés à cet égard de présenter une motion sur l'aide technique aux pays peu développés et d'appuyer l'idée d'une Conférence sur la conservation des ressources naturelles présentée par la délégation des Etats-Unis. Nous appuyé avec enthousiasme la création des Commissions économiques pour l'Europe et pour l'Extrême-Orient. Nous avons ainsi fait la preuve, en reconnaissant la priorité dont bénéficiaient les problèmes de ces continents du fait des dures souffrances subies au cours de la guerre, que nous nous faisons une idée très large de l'universalité de la mission des Nations Unies, et que nous étions pénétrés de cette idée d'universalité.

Mais maintenant que ces Commissions nous ont déjà soumis leur rapport sur la première partie de leurs travaux féconds, nous croyons que le moment est venu de s'accuper sérieusement du problème urgent qui affecte vingt nations Membres de cette communauté internationale, nations qui se sont toujours acquittées avec dévouement et générosité des devoirs qui leur incombent aux termes de la Charte de San Francisco.

Je m'excuse auprès de mes collègues d'avoir à insister dans ce discours sur une série de faits qui sont trop bien connus. Je crois néanmoins qu'il est indispensable de ce faire, précisément parce que certains problèmes, du seul fait qu'ils sont trop bien connus, ne sont jamais mentionnés, et finissent par être complètement oubliés.

Considérée dans son ensemble, l'économie de l'Amérique latine est encore une économie primitive et de caractère semi-colonial. A peu près 65% de la population totale qui se monte aujourd'hui à 150 millions d'habitants, vit de l'agriculture. Dans certains pays, on a entamé un processus d'industrialisation, qui se trouve à peine dans sa première phase. La preuve en est que, en majorité, ces industries portent uniquement sur l'élaboration des matières premières locales pour l'exportation, telles les industries de la viande congelée ou de raffinage des métaux, ou sur la production de biens de consommation, surtout des textiles.

Un autre indice de l'état primitif de l'économie de l'Amérique latine est fourni par l'état de son commerce extérieur. Les exportations principales peuvent se diviser en trois groupes:

a) minerais, b) produits tropicaux, tels que le café, le cacao, le sucre, les bananes et le tabac, c) produits agricoles, tels que le blé, la viande et la laine, exportés principalement par l'Argentine.

L'exportation de produits manufacturés est insignifiante. Les importations, au contraire, sont presque exclusivement des produits manufacturés, et en grande partie des produits indispensables de consommation ou d'équipement.

Les pays latino-américains dépendent donc de leurs importations pour subvenir à une large fraction de leurs besoins vitaux, et pour pouvoir acquérir ces produits, ils sont forcés d'exporter. Même dans les pays d'Amérique latine dont l'économie est la plus avancée, les exportations atteignent environ un tiers en valeur

de la production nationale.

Les caractéristiques de notre commerce extérieur que je viens de mentionner font que nos économies dépendent étroitement des influences extérieures et sont particulièrement sensibles aux cycles économiques mondiaux.

Entre 1929 et 1932, la valeur totale des exportations des vingt pays a baissé de 64,3%. Selon un rapport de la Société des Nations, le commerce extérieur du Chili a plus souffert pendant cette période que celui d'aucun autre pays du monde. Ses exportations annuelles tombèrent de 2,293 millions de pesos chiliens à 282 millions de 1929 à 1932, et ses importations, au cours de la même période, de 1,617 millions à 216 millions.

Pour qu'une économie soit saine, il n'est pas indispensable qu'elle soit en mesure de se suffire à soi-même, chose pratiquement impossible à obtenir de façon complète, et d'ailleurs peu souhaitable, ainsi que l'ont fait observer ces derniers jours de nombreux délégués. Ce qui est important, c'est que les branches principales de l'économie soient à un degré de développement comparable, afin de réaliser l'équilibre nécessaire, et c'est là que réside une des grandes faiblesses des économies latino-américaines. Il n'y a pas de diversité, et bien des pays dépendent, pour subvenir aux besoins de la vie économique, d'un ou deux produits d'exportation.

Il est particulièrement intéressant de faire ressortir, que quelle que soit l'importance des exportations pour les pays de l'Amérique latine, la fraction de la population qui travaille à la production des marchandises d'exportation et qui bénéficie directement de ce commerce, est très faible. Comme je l'ai déjà dit, 65% de la population ^{vivent} de l'agriculture. Et même, dans des pays tels que le Guatemala, où 90% de l'exportation sont constitués par les bananes et le café, 20% seulement de la superficie cultivée

sont consacrée à ces produits.

Les caractéristiques que je viens de relever sont la cause des conditions de vie déplorables de la population latino-américaine: les deux tiers au moins, sinon plus, sont sous-alimentés à un degré qui va jusqu'à la mort d'inanition en bien des régions.

Environ un tiers de la population ouvrière (en particulier la grande majorité des travailleurs indiens) reste en marge de la vie économique, sociale et culturelle de la communauté latino-américaine. Le pouvoir d'achat de cette population indienne, qui existe dans plusieurs pays, est pratiquement nul.

Le pourcentage de la population active (c'est-à-dire de ceux qui occupent un emploi rémunéré) est extrêmement bas, par rapport à celui qui existe aux Etats-Unis ou Europe, et la productivité de la population active est beaucoup plus bas qu'en Amérique du nord ou en Europe du fait de la mauvaise alimentation, des maladies, du manque d'équipement et du faible niveau d'éducation. Les trois quarts de la population de divers pays latino-américains sont illettrés, et même dans les pays les plus avancés, la proportion reste de 20 à 30%. La moitié de la population souffre de maladies contagieuses ou dues aux mauvaises conditions d'existence.

Les salaires des ouvriers de l'Amérique latine sont très bas, et non seulement ne permettent pas d'acquérir les produits indispensables, mais encore la faculté qu'ils donnent aux ouvriers d'acquérir les produits qu'ils ont eux-mêmes fabriqués, est largement inférieure à celle dont bénéficient les ouvriers aux Etats-Unis ou au Canada, d'où les mêmes produits doivent être importés. Ainsi, à Cuba, où l'on produit du sucre en abondance, une heure de travail permet d'acheter 2,070 kilogrammes de sucre, contre 9,743 aux Etats-Unis et 4,582 au Canada. Et en Colombie, où le café constitue la culture la plus importante, le salarié

doit travailler environ quatre fois plus qu'un ouvrier des Etats-Unis pour pouvoir acheter la même quantité de café. En Argentine, pays essentiellement producteur de viande, la capacité d'acheter la viande est très inférieure à ce qu'elle est aux Etats-Unis ou au Canada, bien que la viande soit plus chère dans ces deux pays. Il est indiscutable que la cause principale de la situation où se trouve la population d'Amérique latine, dont j'ai donné quelques exemples éloquentes, réside dans l'organisation économique. On reconnaît aujourd'hui comme une vérité certaine, que la seule façon d'élever de façon notable le niveau de vie de la population d'un pays est d'augmenter la production par l'industrialisation et l'intensification du commerce extérieur.

Je ne niera pas qu'il ait d'autres facteurs qui puissent contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'une nation. Il faut qu'il existe un esprit de justice sociale et des mesures gouvernementales qui atténuent les différences économiques entre les différents groupes sociaux. Mais il faut se rendre à l'évidence; en Amérique latine, il y a un problème de production plutôt que de répartition, et le seul remède à l'instabilité économique est la transformation et la diversification de l'économie. Même le problème agraire, qui exige des solutions énergiques dans de nombreux pays latino-américains, est essentiellement d'ordre économique, dû au manque de capitaux, de machines, et d'améliorations techniques.

L'Amérique latine, avec sa population rapidement croissante (elle a augmenté d'environ 40% de 1920 à 1940, contre seulement 25% aux Etats-Unis), se trouve devant la nécessité impérieuse de modifier la structure de son économie par l'industrialisation. C'est le seul moyen d'attribuer à chaque individu ce qui lui est indispensable pour que lui et sa famille puissent mener une existence normale et compatible avec la dignité humaine.

Tel se présente, à grands traits, le problème économique que l'on peut appeler permanent. Cette situation s'est notablement aggravée au point de menacer la stabilité démocratique du fait de la guerre, ainsi qu'il est dit dans le préambule de la résolution en discussion.

En premier lieu, et par suite de l'interdépendance des différentes économies (si justement affirmée voici quelques jours par certains délégués, en particulier par le représentant des Etats-Unis), il est certain que le contre-coup de la crise économique en Europe s'est fait sentir avec violence en Amérique latine.

D'autre part, l'effort économique accompli dans notre aide aux Nations Unies fut extraordinaire. Des milliers et des milliers de tonnes de pétrole, de cuivre, de sucre, de café, de viande, de nitrates, de fer, d'étain, de caoutchouc, de coton, de laine, de soie et autres produits, ont servi à nourrir, habiller et armer les armées alliées et les peuples des Nations Unies. Le Directeur de la branche panaméricaine de la Foreign Economic Administration des Etats-Unis, Mr. George Bell, écrivait en 1945 : "Il serait difficile de prouver que nous aurions pu gagner cette guerre sans les matières premières latino-américaines, mais il est exact que sans elles la fin serait arrivée beaucoup plus tard. Une grande partie des matières premières que nous obtenons maintenant de l'Amérique latine provenaient normalement de l'Extrême-Orient. Quand cette guerre se terminera, nous aurons à notre disposition les anciennes sources de matières premières, et les produits latino-américains, qui ont été encouragés afin de développer leur production, auront à affronter une sérieuse concurrence

Je reconnais qu'en un sens, cette aide économique a entraîné pour nos pays un bénéfice direct, en leur ouvrant un marché qui venait compenser la perte du marché européen. Mais il ne faut pas perdre de vue que les prix furent fixés par les acheteurs uniques et que la guerre a fait dévier la production de l'Amérique latine

vers diverses activités qui ne pourraient subsister après la fin des hostilités, ainsi que l'affirmait M. Bell.

Je voudrais signaler, en passant, le tort que porte à une économie la production au maximum de capacité, en particulier du fait de l'usure de l'équipement, et j'aborde ensuite un des facteurs les plus importants de la crise d'après-guerre dans laquelle nous nous trouvons. La vente de nos produits (non pas à des prix de guerre, mais à des prix d'alliés) n'a pas servi pendant tout ce temps à acheter ni les marchandises ni l'outillage qui nous étaient indispensables. Elle a servi à accumuler une réserve de dollars qui aujourd'hui où se rouvre le marché d'exportation des Etats-Unis, ne nous permet pas d'acheter la quantité de marchandises correspondant à nos exportations, mais en fait à peine la moitié, du fait de la hausse considérable des prix. Et comme nous avons un besoin urgent de ces marchandises et de cet outillage, nous avons dû épuiser notre réserve de devises étrangères pour nous les procurer. Le résultat de ce processus a été une hausse de tous les prix des produits latino-américains et une inflation terrible qui a fait monter le coût de la vie à des niveaux incroyables. Et ce n'est pas là, M. le Président, une affirmation gratuite. Mr. Summer Welles, dont je n'ai pas besoin de souligner la compétence dans ces questions, signalait il y a quelque temps dans le New York Herald Tribune ce même fait que j'ai eu l'honneur de vous exposer. Et dans l'édition du World Report de la semaine dernière on attire l'attention sur la gravité de la pénurie de devises étrangères dont souffrent les pays latino-américains du fait des circonstances que je viens de rappeler, et l'on y relate les mesures d'urgence qu'ont dû prendre des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, le Vénézuéla et Cuba. Le délégué des Etats-Unis nous a déclaré il y a quelques jours que les prix des articles d'exportation américains étaient

ceux mêmes que payait le citoyen américain sur le marché intérieur. Je reconnais l'exactitude de cette affirmation, mais le délégué des Etats-Unis reconnaîtra avec moi que cette hausse des prix, qui d'ailleurs a inspiré les plus graves préoccupations au citoyen américain, n'enlève rien à la gravité qu'elle revêt pour le peuple latino-américain, qui n'a aucune possibilité de s'attaquer lui-même au mal.

Je puis montrer également une autre répercussion de la guerre sur l'économie latino-américaine.

L'exploitation au maximum des matières premières et biens de consommation dont les Nations Unies avaient besoin, exploitation encouragée par elles, ainsi que l'affirmait Mr. Bell, a fait suspendre le programme d'industrialisation rationnelle qu'avaient entrepris une bonne partie des pays de ce continent. Si l'on regarde les statistiques, sans chercher à approfondir la question, on observe qu'il y a eu en apparence une augmentation considérable de la production industrielle. En réalité, le manque de produits importés a obligé les pays latino-américains à lancer de nouvelles industries ou à étendre les industries existantes afin de subvenir aux besoins de leur consommation interne et souvent de celle d'autres pays. Un grand nombre de ces industries étaient de caractère artificiel et furent installées avec un outillage ancien et usé. On se voit maintenant obligé de les liquider, car elles ne peuvent soutenir la concurrence sur le marché mondial. Le processus d'industrialisation en marche avant la guerre fut entravé, puisque des capitaux furent détournés vers ces industries, qui auraient pu être mieux utilisés dans le développement industriel originellement prévu. Et l'on peut dire, en conséquence, que ce développement industriel, loin de faciliter la solution de nos problèmes, n'a fait que les aggraver sérieusement.

L'effort individuel de chaque pays dans la voie de l'industrialisation peut se révéler plus nuisible qu'utile. Les pays latino-américains présentent en général des caractéristiques différentes, des ressources naturelles très diverses, et en grande partie complémentaires. Il serait utile, de ce fait, que le problème du développement industriel fut abordé en commun, afin d'obtenir une production harmonieuse et d'éviter l'installation d'industries artificielles et anti-économiques, ainsi que l'a affirmé avec tant de force le Président du Chili lors de sa récente tournée en Argentine et au Brésil.

J'ai déjà montré les conséquences de cet état de choses. Une inflation qui en certains pays atteint une ampleur effrayante; la hausse du coût de la vie jusqu'à des niveaux difficilement imaginables, et en tout cas beaucoup trop élevés pour permettre de faire face aux nécessités primordiales de l'existence.

J'attire l'attention du Conseil sur la gravité de cette situation. Non seulement du point de vue du droit à une vie digne, inhérent à la condition humaine, et que ce Conseil a le devoir de favoriser, aux termes de la Charte, mais aussi du point de vue de la stabilité démocratique, facteur décisif du maintien de la paix. Dans la majorité^{des} Républiques de l'Amérique latine, on est arrivé, au terme d'un long processus retardé par les mauvaises conditions d'existence, le manque de culture et le niveau retardataire des masses populaires, à établir des régimes démocratiques où règne la liberté et où s'exprime librement la volonté de la majorité. Tout cela est en danger, en très grave danger, du fait de l'état de désespoir où se trouvent les masses populaires de l'Amérique latine. L'histoire démontre que cette angoisse et ce désespoir des peuples constituent le meilleur terrain pour toutes les dictatures, pour tous les régimes totalitaires. Provoquer une catastrophe de ce genre,

et mettre ainsi la paix en danger, par manque d'une politique collective, constituerait, à mon sens, un exemple de négligence internationale inqualifiable. Il s'agit de 20 membres de cette communauté internationale, dont certains lui apportent le bénéfice d'une conception juridique et sociale très avancée, et qui ont, moralement et matériellement, servi les besoins des pays des autres continents avec générosité. Et à ce sujet, il n'y a aucune divergence de vues dans nos pays. Nos hommes d'Etat^{le}/proclament tous les jours. Les Présidents de l'Argentine, du Brésil et du Chili l'ont répété au cours des dernières semaines, au cours de contacts personnels. Le Président Aleman du Mexique l'a affirmé également en séance plénière de l'Assemblée générale. Le Président Bétancourt du Vénézuéla a repris les mêmes idées au cours de sa récente visite en Amérique centrale. L'ex-Président Lopez pour la Colombie, et l'Ex-Chancelier Aranha pour le Brésil les ont exposées en détail, -avec leur brio coutumier- en des journées universitaires et journalistiques dont la répercussion fut considérable. Je pourrais de la sorte multiplier les exemples parmi lesquels se remarquent les porte-parole des Républiques de Cuba et du Pérou, dont la voix s'est fait entendre sur ces problèmes qui touchent à tout l'avenir économique de nos pays.

Ainsi donc, Monsieur le Président, tous les techniciens, tous les économistes, tous ceux qui ont étudié d'un peu près la réalité latino-américaine, se rejoignent pour affirmer que ce formidable problème économique (formidable par les conséquences en puissance), il est possible, il est même facile de le résoudre par des mesures méthodiques et scientifiques visant au développement et à la diversification des productions nationales, à une plus grande coordination économique entre les divers pays, et au développement et à l'intensification de certaines branches d'industrie.

Les pays de l'Amérique latine, développés de la sorte, produiraient non seulement ce qui leur est nécessaire pour permettre à leurs habitants de jouir d'une existence digne, mais aussi ce qui est nécessaire pour remédier de façon satisfaisante aux insuffisances de l'économie européenne et, ainsi que je déclarai lors de la quatrième session, pourraient aussi recevoir l'excédent de population d'autres continents, contribuant ainsi à la solution d'une des situations les plus graves auxquelles les Nations Unies aient à faire face.

C'est pour ces raisons que nous demandons des mesures immédiates qui donnent le premier élan à l'étude d'ensemble du problème économique de l'Amérique latine et qui proposent rapidement les solutions nécessaires. Il y a, en ce qui nous concerne, la même urgence que dans le cas de l'Europe ou de l'Extrême-Orient, et la solution que nous recherchons aurait pour effet (ainsi que je l'ai déjà montré) de faciliter les solutions des problèmes européen et asiatique. Un retard de six mois ou d'un an dans cette solution, c'est mettre sérieusement en danger la stabilité des institutions et la tranquillité sociale de nombreux pays qui souffrent en ce moment, et d'une façon très dure, de la crise que j'ai décrite.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant exposer les raisons pour lesquelles mon gouvernement a choisi comme solution idoine la création d'une Commission économique, dépendant du Conseil économique et social des Nations Unies.

Lorsque furent créées ici les Commissions économiques pour l'Europe et pour l'Extrême-Orient, des voix se sont élevées ici contre ces idées. On a prétendu qu'il n'était pas possible d'éparpiller l'action des Nations Unies par la création d'organismes régionaux. Cette argumentation, certes solide et digne d'examen, fut défaite par la considération de l'urgence des problèmes économiques

européens et asiatiques, rendus aigus par les conséquences de la guerre, Nous avons déjà pu voir que les Commissions que nous avons constituées ont produit un travail et des résultats utiles en dépit des difficultés politiques qui se sont élevées (et que nous déplorons tous), et qui ont empêché leurs efforts de porter encore beaucoup plus de fruit. Les faits ont prouvé que le fonctionnement de ces Commissions ne pourra être de courte durée. Leur mission ne pourra se limiter à l'oeuvre de reconstruction des régions dévastées, mais devra tendre vers l'étude complète de tout le problème économique en Europe et en Asie, car - ainsi que notre délégation l'a affirmé au cours de la quatrième session du Conseil - la crise qu'il s'agit de conjurer en Europe n'est due qu'en partie à la dernière guerre. Pour une part bien plus considérable et essentielle, elle dérive de causes plus profondes et plus lointaines, et dont la racine se trouve dans des phénomènes économiques et sociaux qui vont leur chemin depuis fort longtemps. C'est dans le fait qu'ils n'ont pas reçu jusqu'à présent qu'on trouve l'origine indirecte de presque tous les conflits internationaux, et qu'on risque d'avoir l'origine de conflits futurs.

C'est donc un fait que cette Commission européenne, qui a déjà coûté près d'un million de dollars aux Nations Unies et dont le budget pour l'année prochaine s'élèvera à un autre million, aura à se livrer à de longs travaux au cours des années à venir. On peut en dire autant de la Commission pour l'Extrême-Orient. En présence de ce fait, on ne peut établir de distinctions entre la situation de l'Europe et de l'Extrême-Orient d'une part, et de l'Amérique latine d'autre part, surtout si l'on tient compte comme il convient des faits que j'ai signalés concernant l'influence du dernier conflit mondial sur la grave crise économique actuelle de notre Continent .

On pourra objecter à notre proposition que, peut-être, les organismes régionaux prévus par le système interaméricain peuvent effectuer le même travail que notre Commission et que celle-ci, par suite, serait inutile.

C'est un bonheur pour nos pays que d'avoir pour exemple une Organisation comme l'Union panaméricaine et, sous son égide, le Conseil économique et social interaméricain. Nous attendons beaucoup de l'activité de ces organismes qui servent à intensifier les relations entre nos pays, et nous avons pleine confiance dans les mesures prises par leur directeur, M. Lleras Camargo, qui comprend la nécessité de donner un sens économique aux relations interaméricaines. C'est pour ces raisons que nous croyons que l'Organisme principal qui devra collaborer avec notre commission, si elle est créée, est précisément ce Conseil économique et social interaméricain. Dans le projet que nous étudions, on envisage l'obligation pour la Commission de coordonner son activité avec celle de ce dernier, et nous sommes sûrs que dans la discussion du mandat de la Commission, on pourra arriver à une formule d'harmonisation complète. Mais, Monsieur le Président, ainsi que l'a si brillamment démontré le délégué des Etats-Unis, voici quelques jours, le phénomène de l'interdépendance, surtout dans le domaine économique, est une nécessité à laquelle nous ne pouvons échapper. C'est cette nécessité qui a donné naissance aux Nations Unies, c'est à cause d'elle que la Charte a créé un Conseil économique et social pour toutes les Nations du monde. Les problèmes économiques de l'Amérique latine ne peuvent ni ne doivent être résolus isolément, mais bien en fonction des problèmes universels.

Il ne fait donc pas de doute que le développement économique de l'Amérique latine doit être étudié dans le cadre d'un plan mondial. De plus, le problème européen qui, ainsi que je l'ai montré, ne peut être résolu sans tenir compte des matières premières et des produits latino-américains, exige une coordination des solutions. Il est évident que les Commissions

pour l'Europe et pour l'Extrême-Orient verront leurs travaux considérablement facilités si elles mettent leur activité en harmonie avec une Commission analogue des Nations Unies pour l'Amérique latine. Des observateurs pourront être désignés de façon réciproque par les différentes Commissions ; on pourra étudier en commun certains aspects des plans envisagés. Et qui sait ? Cette harmonie permettra peut-être, dans un avenir rapproché, de donner satisfaction à ceux qui ne désirent pas voir une dispersion régionale des efforts des Nations Unies, par l'union en une seule grande Commission de ces diverses Commissions.

Comme je viens de le dire, le Conseil interaméricain économique et social de l'Union panaméricaine pourra apporter une aide très précieuse à cette Commission économique pour l'Amérique latine dont nous proposons la création. Un grand nombre de travaux importants pourraient être menés à bien par l'intermédiaire de cet Organisme. Mais il est évident que les champs d'activité respectifs seront différents, celui de la Commission projetée étant "d'une amplitude beaucoup plus vaste", comme disait le Chancelier du Pérou, M. Garcia Sayau, dans ses commentaires, parus dans la presse new-yorkaise, du présent projet auquel il donne son appui enthousiaste. En plus des raisons d'interdépendance mondiale dont je viens de parler et qui viennent à l'appui de cette assertion, on ne peut contester que le fait de se priver, dans la solution des problèmes américains, de la collaboration d'un pays comme le Canada (qui a montré un allant surprenant dans le progrès économique et social et dans la voie de la solidarité) reviendrait à renoncer volontairement à l'un des apports les plus efficaces.

D'autre part, nous ne croyons pas qu'on puisse faire œuvre réellement utile dans ce domaine si l'on se tient à l'écart des moyens techniques, statistiques, administratifs et d'information dont disposent les Nations Unies et qui font certainement défaut aux organismes régionaux. Il est juste que les pays latino-américains qui contribuent à l'existence

matérielle des Nations Unies (parfois au prix de sacrifices financiers très durs) désirent profiter de cette Organisation qui a déjà démontré son efficacité et son utilité dans l'étude qu'elle a entreprise des problèmes de l'Europe et de l'Extrême-Orient et proposé des solutions que l'on a estimées appropriées.

Les raisons que je viens d'exposer suffiraient, je crois, à décider mes collègues au Conseil économique et social à donner leur approbation à la proposition que j'ai eu l'honneur de faire au nom de mon pays.

Il y a cependant un autre argument, à mon sens le plus décisif de tous, et qui aura certainement une influence sur vous, Messieurs, qui luttez pour la cause de la justice et de la solidarité humaine.

Notre obligation première est de préserver l'existence de l'Organisation des Nations Unies et sa qualité d'instrument décisif et essentiel du maintien de la paix et de la compréhension entre nations. Les peuples des pays de l'Amérique latine croient aux Nations Unies et ont foi dans ses actes. Amoureux de la paix et des moyens juridiques de résoudre leurs problèmes, ils ont appuyé avec tout l'élan de leur foi et de leur espérance l'oeuvre de l'Organisation créée à San-Francisco, fille de l'esprit pénétrant du Président Roosevelt. Jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont rien demandé à cette Organisation, ils n'ont jamais eu recours à elle pour résoudre aucun problème international. Par contre, ils ont toujours donné la preuve de leur bonne volonté et de leur esprit de solidarité quand il s'est agi des problèmes des autres nations. Nos paroles et nos votes au sein de ce Conseil ont toujours été au service des intérêts et des besoins légitimes de tous les peuples du monde. Au Conseil de sécurité, les représentants latino-américains, du Mexique, de la Colombie, du Brésil, ont essayé à chaque instant d'aplanir les difficultés qui se produisent nécessairement au choc des intérêts des grandes puissances. Ils ont cherché la solution juste et équitable des affaires compliquées de la politique internationale. A la récente

Assemblée extraordinaire, dans un effort pour la paix mondiale, nous avons assumé, par la nomination de trois représentants latino-américains, à la Commission de Palestine, une large part de la lourde responsabilité de faire disparaître un des obstacles les plus graves et les plus difficiles à la vie en commun sur cette planète. Aucun intérêt, direct ou indirect, ne nous guidait dans aucun de ces cas. Nous ne sommes intervenus que par esprit de justice et dans notre conscience de la responsabilité et de la solidarité internationales. Car, Monsieur le Président, les pays de l'Amérique latine ont de leur héritage spirituel et historique un sens aigu de la coopération et de la solidarité humaines. Ces idéaux, ils les ont apportés entiers à la communauté des Nations Unies. On peut attendre beaucoup de la contribution morale de ces nations, et surtout au moment où les divergences entre Membres des Nations Unies pourraient prendre un tour aigu et où une crise profonde pourrait ébranler notre Organisation jusque dans ses fondements. Alors, Messieurs les délégués, dans un cas semblable, il est nécessaire, il est indispensable, de conserver intactes et sans défaillance la foi et l'espérance en les Nations Unies qu'ont les Républiques de l'Amérique latine. Pour cela, il faut leur démontrer que les Nations Unies sont plus que ce que proclament chaque jour les agences d'information, plus qu'une arène où les grandes puissances mesurent leurs forces. Il faut les convaincre, en la leur faisant toucher du doigt, de l'efficacité des travaux de l'Organisation, du souci qu'elle a de résoudre les problèmes économiques et sociaux du monde, selon le mandat de la Charte de San-Francisco ; que leurs difficultés en raison de leur gravité et de leur urgence, ont leur place de premier plan dans ce souci.

Les masses latino-américaines lisent dans les journaux que nous nous occupons de la crise des autres continents. Elles sont pressées par le besoin au bord du désespoir. Comment pourrions-nous leur répondre que nous ne pouvons leur venir en aide, parce qu'il faut d'abord qu'une nouvelle conférence internationale décide dans quelques mois si les nations latino-américaines veulent ou non bénéficier de la coopération internationale ? Nous ne pouvons pas leur faire comprendre que des raisons techniques s'opposent à une nouvelle dispersion des efforts de notre Conseil. Songez à ce que pourraient alors penser les peuples de l'Amérique latine, eux qui ont fourni tant d'efforts pour envoyer aux Nations Unies le produit de leurs durs labeurs dans les usines, dans les champs, dans les mines, dans les pampas, dans la forêt, eux qui, par pur sentiment de solidarité, ont accepté presque partout de suspendre l'exercice de droits que la loi leur accordait, pour améliorer leurs conditions de travail.

J'en termine, M. le Président, en m'excusant de la longueur de ce discours. Que ^{me}servent d'excuse l'importance que j'attache à la question en discussion et l'importance que revêt pour moi la décision que va prendre le Conseil sur la proposition chilienne, car cette proposition n'est que le reflet et le résumé de l'ardent désir collectif qui anime les peuples de l'Amérique latine parlant par la bouche de leurs hommes d'Etat, de leurs penseurs et de leurs dirigeants les plus représentatifs.

Je dépose la motion ferme suivante : que, la discussion générale sur la question une fois épuisée, le Conseil approuve le principe de la création d'une commission économique pour l'Amérique latine, et qu'ensuite, selon la procédure suivie par les Commissions pour l'Europe et pour l'Extrême-Orient, une sous-commission soit formée pour étudier le mandat de ladite commission. Au sein de cette sous-commission, la

délégation du Chili est prête à examiner toutes les suggestions tendant à assurer le succès le plus complet de l'idée que nous avons lancée, suggestions que, je l'espère, mes collègues ne manqueront pas de formuler. Je déclare dès à présent que nous sommes prêts à appuyer une proposition tendant à ce que le siège de la commission change par roulement. De la sorte elle fera mieux ressortir l'aspect de liaison de nos pays avec les Nations Unies dont je viens de parler.

M. BELT (Cuba) (deuxième interprétation de l'espagnol) :

La délégation cubaine appuie chaleureusement la proposition de création d'une commission économique pour l'Amérique latine, faite par le représentant du Chili. Celui-ci a présenté un exposé si vaste et^{si/}détaillé des raisons qui justifient la création de cet organisme que je ne crois pas, pour ma part, avoir le droit d'abuser davantage du temps des membres de ce Conseil en parlant à mon tour d'une manière étendue de la nécessité de créer une commission économique pour l'Amérique latine.

Je crois cependant utile de formuler quelques observations sur les divers aspects de la question que nous discutons.

De l'avis de notre délégation, la création d'une commission économique pour l'Amérique latine est plus que justifiée, non seulement parce qu'il existe déjà des commissions économiques pour l'Europe d'une part, l'Asie et l'Extrême-Orient d'autre part, mais^{parce/}que les problèmes économiques de l'Amérique latine sont tout à fait distincts de ceux de l'Europe ou de l'Asie. De ce fait, les raisons qui justifient l'établissement d'une commission économique pour l'Amérique latine sont elles aussi distinctes de celles qui ont déterminé la création des commissions économiques pour les autres régions que je viens de mentionner.

L'Amérique latine ne se trouve pas devant un problème de reconstruction; ce dont elle a besoin, c'est d'un stimulant. Vous savez que l'Amérique latine a été pendant de longues années l'objet d'une véritable exploitation de la part de ses Etats colonisateurs. L'objectif essentiel de ceux-ci était d'obtenir la plus grande quantité possible de matières premières aux prix les plus bas, de les travailler ensuite à la métropole et, bien des fois, de les exporter sous la forme manufacturée au pays même qui avait fourni les matières premières.

Malheureusement cette situation qui avait empêché l'industrialisation des pays de l'Amérique latine, n'a pas pris fin avec l'émancipation de ces pays. La place des colonisateurs a été prise par certaines grandes puissances qui ont continué l'exploitation des peuples de l'Amérique latine.

Pour ceux qui ne connaissent pas ce continent, le bien-être, la richesse, la joie, règnent dans nos pays. Ce n'est malheureusement pas exact. Parallèlement à des richesses naturelles que nous n'avons pas pu jusqu'à présent exploiter d'une manière convenable, nous voyons régner chez nous la famine, la misère, la maladie. Le niveau de vie de certains de nos peuples est incroyablement bas; nos standards d'alimentation sont inférieurs à ceux de plusieurs pays du continent européen à l'heure actuelle, et les indices maladie et mortalité sont impressionnants. Il est indispensable de remédier à un pareil état de choses. Les Nations Unies ont là une occasion extrêmement favorable d'intervenir. Malheureusement, l'Amérique latine n'a jamais eu un plan coordonné pour stimuler et développer ses capacités économiques. Plusieurs tentatives ont été faites, aucune d'elles n'a donné les résultats qu'on en escomptait. Une commission comme celle dont la création est proposée pourrait non seulement élaborer un plan pour stimuler et développer les richesses naturelles de l'Amérique latine, mais pour coordonner également ses activités avec les caractéristiques économiques et les nécessités de l'Europe, de l'Asie et des autres régions du monde.

J'ai entendu déclarer à diverses reprises que, du fait de l'existence d'un conseil économique et social inter-américain, organe de l'Union panaméricaine, il n'y avait plus de raison de créer au sein des Nations Unies cette commission économique. C'est là un argument qui, à l'examen, est sans valeur. En effet, par suite de la création de l'Organisation des Nations Unies, l'Union panaméricaine a perdu peu à peu son influence et son importance parce que les gouvernements mêmes du

continent américain ont considéré les intérêts universels représentés par les Nations Unies comme supérieurs à ceux du système régional.

Quant au Conseil économique et social inter-américain, il faut malheureusement reconnaître qu'au cours des deux dernières années de son fonctionnement il n'a pas donné les résultats qu'on pouvait en attendre, et n'a rien fait de constructif qui permette de penser que la création d'une commission économique pour l'Amérique latine puisse aller à l'encontre des activités de ce Conseil. Le système inter-américain dont Cuba a toujours été un champion ardent, a des buts qu'il doit accomplir dans cet hémisphère, mais son manque de ressources économiques et techniques ne pourrait lui permettre d'atteindre les objectifs visés par la proposition du représentant du Chili.

Peut-être certains membres de ce Conseil ont-ils des doutes et se demandent-ils si la Commission dont on propose la création aura l'appui de la totalité ou tout au moins ^{de} la majorité des pays d'Amérique latine. J'eussans doute voulu pouvoir dès à présent donner l'opinion de chacun de ces pays sur la proposition que nous discutons. Mais nous ne devons pas oublier que le Secrétariat des Nations Unies a fait distribuer aux Etats membres de l'Organisation, et, par suite, aux Etats de l'Amérique latine tant l'ordre du jour de cette session que les documents s'y référant. Par conséquent, les Gouvernements de nos pays connaissent la proposition du représentant du Chili, et puisqu'aucune objection n'a été formulée à cet égard, nous devons, en bonne logique, présumer que la majorité approuve cette proposition.

Je voudrais en terminant attirer l'attention des membres du Conseil sur le fait que vingt pays d'Amérique latine offrent aux Nations Unies non seulement leur appui moral et ^{leur} puissance intellectuelle, mais encore une coopération économique très importante.

Les nobles objectifs que poursuivent les Nations Unies sont d'ordre altruiste et non commercial et il n'est sans doute pas naturel

que les pays qui en font partie reçoivent ^{sous forme de/} /services directs la contre-partie de la contribution qu'ils apportent à l'Organisation.

Il serait bon néanmoins que les peuples de l'Amérique latine qui ont besoin d'aide économique et technique reçoivent également des avantages de l'Organisation.

M. ASCOLI (Vénézuëla) (deuxième interprétation de l'espagnol) : Au nom de la délégation du Venezuela, je déclare apporter mon plein appui à la proposition du représentant du Chili tendant à l'établissement d'une commission économique pour l'Amérique latine. Le représentant du Chili a présenté lui-même toutes les raisons qui militent en faveur de cette création. Je voudrais seulement insister de façon sommaire sur quelques aspects des problèmes économiques de l'Amérique latine qui me paraissent importants et contribuent à justifier la nécessité de l'établissement de cette commission.

L'économie de presque tous les pays de l'Amérique latine se trouve ^{bien que/} basée sur des éléments faux, parce que, /dans la majorité des cas ces pays puissent donner de bons rendements aux capitalistes étrangers et leur garantir des revenus sur leurs capitaux, ils ne fournissent ni la tranquillité, ni la sécurité économiques, ni même un niveau de vie suffisant aux populations de ces pays qui constituent cependant le facteur essentiel : la création des richesses. En effet, il manque aux pays de l'Amérique latine une condition essentielle qui est une économie bien équilibrée, dont le but est de produire la plus grande quantité possible pour la satisfaction des besoins du plus grand nombre possible d'habitants de ces pays. Il s'agit généralement d'économies qui dépendent pour leur équilibre normal de la vente à l'extérieur d'un seul ou de plusieurs produits agricoles dont les cours sont déterminés par les marchés ^{extérieurs/} , économies qui présentent des crises périodiques suivant la fluctuation des prix à l'étranger, sans que par ailleurs ces pays puissent atteindre un niveau permettant un

ajustement normal.

Il y a également des pays qui dépendent d'un produit minéral exploité généralement par le capital étranger sous une forme qui va jusqu'au véritable monopole, du fait que les autres sources de richesses sont absorbées et stérilisées par cette activité économique essentielle. Le cas de ces pays est plus grave encore que celui des premiers que j'ai cités. Bien que leur situation puisse sembler temporairement plus brillante, ils n'en courent pas moins le risque que, si la production vient à s'épuiser, alors qu'elle a pratiquement réduit à néant les autres activités, ces pays se trouvent dans l'impossibilité de s'orienter vers une vie économique normale, puisque les autres activités économiques principales et surtout agricoles sont dans un état rudimentaire.

On admet généralement à l'heure actuelle le principe de l'interdépendance économique de toutes les régions du globe. On ne considère plus l'économie de ces pays comme complémentaire de l'économie des pays industriels, on ne dit plus que nous devons fournir les matières premières de base; On considère qu'il y a de part et d'autre des services mutuels, que de part et d'autre il y a inter-dépendance de services économiques et que, de chaque côté également, on a droit à un niveau de vie digne et décent qu'il est impossible d'atteindre dans les pays moins développés économiquement, sauf si les marchés étrangers internationaux paient un prix équitable pour les produits d'exportation, si des prix justes et normaux sont également fixés pour les moyens de transports et si, finalement, il y a ^{une juste} participation des pays exportateurs aux bénéfices réalisés par les entreprises étrangères qui exploitent ces produits naturels.

Tels sont les éléments qui concernent les ressources financières sur lesquelles on peut compter pour élever le niveau ^{de vie} économique.

Il ne faut pas oublier que, parallèlement aux ressources, des plans, une organisation, une aide technique, sont nécessaires. C'est là que se révèle l'utilité d'une échelle internationale et qu'intervient à nouveau

la notion d'inter-dépendance suggérant une aide mutuelle pour le progrès commun et l'obtention de l'équilibre de l'économie mondiale sans lequel tous les peuples le danger constant d'une faillite. Il ne faut pas oublier non plus qu'une des conditions fondamentales à satisfaire pour que l'économie mondiale puisse s'orienter vers son état normal, est que les courants internationaux soient rétablis. Ce rétablissement du commerce international est une des conditions sine qua non de l'équilibre économique de l'Europe.. Aussi bien, l'Amérique latine est-elle très désireux de coopérer avec les Etats-Unis afin d'aider l'Europe à retrouver cet équilibre qui serait si utile à tous, mais qui ne peut être atteint sans la participation de toutes les régions du monde.

La Commission économique pour l'Amérique latine, au côté des commissions pour l'Europe et l'Asie et l'Extrême-Orient sera un moyen excellent pour réunir à l'intérieur des Nations Unies toutes les régions économiques respectives, conjointement avec les Etats-Unis et le Canada qui travailleront à la normalisation du commerce international.

Dans le cas concret de l'Amérique latine, nous ne croyons pas que la Commission doive intervenir d'une façon quelconque avec un organisme existant déjà et dont l'activité s'exerce d'une manière efficace. Par ailleurs, la proposition présente un avantage : du moment que la Commission dont la création est suggérée appartient à l'organisation universelle, comme les Nations Unies, elle peut et elle doit se convertir en un organe qui puisse faire entrer dans l'action tous les éléments dont elle aura besoin pour réussir. Les ressources naturelles de nos pays ont besoin d'un stimulant pour être développées; Le capital pourra utilement collaborer à ce développement avec toutes les garanties nécessaires et des bénéfices raisonnables; enfin, l'élément humain qui manque dans nos pays peu peuplés pourra être fourni par l'Europe.

La conception de la solidarité universelle et la conviction que les malheurs d'un des membres de la communauté finissent par se répéter sur tous les autres, ont toujours incité les peuples de l'Amérique latine à être les champions de la coopération internationale, cause

qu'ils servent en toutes occasions avec enthousiasme et dévouement.

Mais si une idée plus que toute autre semble juste dans les déclarations qu'a faites le représentant du Chili, c'est celle que les pays d'Amérique latine ne pouvaient attendre indéfiniment. Ne peut-on s'attendre à ce que, dans des pays où l'on manque à tel point de routes, d'hôpitaux, d'écoles, des éléments nécessaires au point de vue économique et social, le peuple, dont le niveau de vie est si peu satisfaisant, ne se demande s'il a un avantage quelconque, direct, immédiat, à la coopération matérielle qu'il donne à l'organisation internationale. Sous ce rapport, l'idée qu'il a exposée est tellement juste que rien ne saurait rehausser davantage le prestige des Nations Unies auprès des pays de l'Amérique latine que la création de la Commission économique qui a été suggérée.

Je tiens également à informer le Conseil que, dans mon pays, on travaille actuellement à un programme de développement économique qui se réalise peu à peu et par coopérations, sous la forme de stimulants à la production. Nous cherchons et nous réussissons à donner une impulsion nouvelle aux activités économiques qui ont existé avant l'exploitation pétrolifère, notamment l'agriculture et l'élevage, qui, du fait du développement de l'industrie du pétrole, sont actuellement en pleine crise. Nous désirons en même temps apporter de la variété dans notre économie en stimulant diverses industries simples qui trouvent logiquement place dans notre pays. Notre programme se trouve réalisé en utilisant essentiellement les ressources financières fournies au pays par la production pétrolifère et nous bénéficions de la coopération des mêmes entreprises pétrolifères qui, sans réserve, se sont prononcées en faveur de notre plan et se rendent parfaitement compte que l'équilibre de l'économie du Venezuela et le bien-être de ce pays ne sauraient les laisser indifférents et que, bien loin de constituer un danger, ces facteurs de prospérité sont pour elles d'intérêt vital.

Je n'ai nullement fait cette déclaration pour laisser penser que le Venezuela n'a pas besoin d'une commission économique pour l'Europe latine et ne l'appuie que pour l'avantage des autres Républiques soeurs.

Je l'ai fait uniquement pour montrer que, dans un cas comme le nôtre, où nous n'avons à l'heure actuelle aucune crise économique, pas plus que nous n'en avons en perspective, cette Commission ne sera pas très utile pour nous aider dans notre étude des plans visant à notre développement économique, développement auquel nous travaillons.

Voici tout ce que je voulais ajouter à l'exposé du délégué du Chili. J'appuie entièrement la proposition très intéressante qu'il a formulée.

M. THORP (Etats-Unis) (interprétation) : J'ai été très frappé par la suggestion que nous a présentée notre collègue du Chili. J'ai écouté avec le plus grand intérêt les trois discours, fort importants, qui ont été prononcés par nos trois collègues de l'Amérique latine.

Il faut, évidemment, que le Conseil économique et social soit au courant des problèmes économiques qui se posent aux pays de l'Amérique latine, où la nécessité de la coopération internationale se fait tellement sentir et où elle a été si bien reconnue depuis un demi-siècle (et cela pour tout notre hémisphère) que nous avons abouti à une organisation internationale dont la plus récente innovation a été la constitution, en 1945, à la conférence de Chapultepec, d'un Conseil économique et social inter-américain, ayant pour mission de développer les travaux déjà entrepris dans ce domaine par différentes institutions panaméricaines. Nous avons envisagé la réunion à Bogota, pour janvier prochain, d'une nouvelle conférence interaméricaine ou panaméricaine qui traitera de la même question. A l'ordre du jour de cette conférence figurent un certain nombre de questions relatives à la manière d'organiser le système intérieur, et envisageant, en particulier, les rapports entre cette organisation panaméricaine et les Nations Unies.

Avant d'exprimer moi-même une opinion, il me serait donc fort agréable de connaître l'avis de tous les pays américains intéressés, car la constitution, au sein des Nations Unies, d'une Commission de l'Amérique latine néces-

sitera une adaptation des organisations américaines déjà existantes si l'on veut éviter un certain nombre de doubles emplois dont nous ne pouvons vraiment pas nous offrir le luxe actuellement.

Même si tout le monde était d'accord, il n'en serait pas moins nécessaire, pour un certain nombre de fonctions nouvelles, de savoir comment on utilisera les organismes déjà existants. Je ne crois pas que nous puissions nous engager dans une modification du système actuel sans connaître l'avis de tous les pays intéressés, et sans avoir l'approbation d'au moins la plus grande partie d'entre eux. Je pense qu'il est nécessaire, par conséquent, de prendre part à l'organisation dès le début. Il doit être bien clair que, pour le moment, je ne me prononce ni en faveur de cette proposition, ni contre elle. Je ne connais qu'un certain nombre d'arguments: ceux qui nous ont été présentés, et ils sont d'un grand poids. Mais je demande simplement que l'on ajourne la décision. Je ne demande pas qu'on la repousse. Il est normal, d'ailleurs, qu'entre le moment où l'on désire un enfant et celui où ce dernier pousse son premier cri, il s'écoule un certain nombre de mois.

M. MALIK (Liban) (interprétation) : Je constate que l'on a déjà constitué une Commission pour l'Europe ; il en a été constitué une pour l'Asie et l'Extrême-Orient ; l'Amérique latine va avoir la sienne. Dans chacun de ces cas, la constitution de ces Commissions répondait à un besoin très réel et ce sont ces régions elles-mêmes qui, pressées par le besoin, ont demandé aux Nations Unies de leur venir en aide.

Je me demande, toutefois, s'il n'existe pas, de par le monde, une quatrième région qui aurait des besoins quelque peu comparables - région qui a été oubliée, dont on n'a pas parlé jusqu'ici. On ne peut faire à cette question qu'une seule réponse. Si je ne la donne pas moi-même, c'est parce que tout le monde comprendra sans que j'insiste.

Cet état de choses est évidemment explicable, mais nous ne pouvons nous empêcher de remarquer le silence auquel on se heurte toutes les fois que l'on veut aborder le problème. J'ai écouté avec le plus grand soin l'exposé remarquable de la situation en Amérique latine, que nous a fait le représentant du Chili. Je crois que si je devais fournir un exposé analogue sur le Proche-Orient, je n'aurais qu'à copier la moitié de ce qu'a dit notre collègue.

En effet, les caractéristiques économiques de l'Amérique latine, en ce moment, sont extrêmement voisines de celles qui valent pour le Proche-Orient. Je voudrais relire quelques passages du discours du délégué du Chili, en me bornant à remplacer les mots "Amérique latine" par "Proche-Orient". Vous constaterez que ce qu'il a dit s'applique exactement au Proche-Orient. Ainsi, à la page 2, je lis :

"A peu près 65% de la population totale du Proche-Orient" (ici je remplace les mots "Amérique latine" par "Proche-Orient") "qui se monte aujourd'hui à cent cinquante millions d'habitants, vit de l'agriculture". (Le chiffre de cent cinquante millions devrait, naturellement, être modifié)

Page 3, il est dit, dans le compte rendu :

"Il n'y a pas de diversité (de productions), et bien des pays dépendent, pour subvenir aux besoins de la vie économique, d'un ou de deux produits d'exportation."

Et plus loin :

"Les deux tiers, au moins (de la population), sinon plus, sont sous-alimentés à un degré qui va jusqu'à la mort d'inanition en bien des régions".

Page 4 :

"Le pourcentage de la population active (c'est-à-dire de ceux qui

occupent un emploi rémunéré) est extrêmement bas (en Proche-Orient) par rapport à celui qui existe aux Etats-Unis ou en Europe, et la productivité de la population active est beaucoup plus basse qu'en Amérique du nord ou en Europe, du fait de la mauvaise alimentation, des maladies, du manque d'équipement et du faible niveau d'instruction.

Page 5, on nous rappelle qu'il s'agit, en tout premier lieu, du problème de la production et, en second lieu, du problème de la distribution et que le seul remède à l'instabilité économique serait la transformation et la diversification de l'économie.

Page 7, je lis :

"Et comme nous avons un besoin urgent de ces marchandises et de cet outillage, nous avons dû épuiser notre réserve de devises étrangères pour nous les procurer. Le résultat de ce processus a été une hausse de tous les prix des produits (dans le Proche-Orient) et une inflation terrible qui a fait monter le coût de la vie à des niveaux incroyables".

Page 8 :

"Les pays (du Proche-Orient) présentent, en général, des caractéristiques différentes, des ressources naturelles très diverses et en grande partie complémentaires. Il serait donc utile, de ce fait, que le problème du développement industriel fût abordé en commun, afin d'obtenir une production harmonieuse et d'éviter l'installation d'industries artificielles et anti-économiques".

A la page 9, il est fait allusion aux dangers qui pourraient résulter de cette situation économique pour la stabilité même de la démocratie. Je crois que le problème est encore plus grave en ce qui concerne le Proche-Orient, où le danger est véritable, non seulement pour la stabilité de la démocratie, mais même pour son instauration.

Encore des exemples. A la page 12, je lis ce qui suit :

"Les problèmes économiques (du Proche-Orient) ne peuvent être et ne

devraient pas être résolus séparément, mais seulement en les considérant comme faisant partie intégrale du problème universel. Par conséquent, il ne peut y avoir aucun doute : le développement économique (du Proche-Orient) doit être étudié dans le cadre d'un plan mondial".

Je n'aurais pas pu, si j'avais moi-même rédigé ce texte, exprimer d'une façon plus précise et plus exacte la situation qui règne dans le Proche-Orient. Il se trouve qu'à la conférence de San Francisco j'étais moi-même membre de la Commission que présidait Sir Ramaswami Mudaliar, qui a préparé le texte servant de charte au Conseil économique et social. Si vous voulez bien vous rafraîchir la mémoire en relisant les procès-verbaux des neuf semaines de séances que nous avons tenues, vous pourrez constater que la principale raison pour laquelle le Conseil économique et social a été établi, à ce moment-là, c'était qu'il fallait faire face à de tels problèmes dans le monde. Nous devons, par conséquent, élaborer des projets de coopération, des projets constructifs, pour résoudre les difficultés économiques de toutes sortes.

Le représentant du Canada, ce matin, a parlé de la tendance dangereuse qu'avait pu avoir le Conseil à devenir une simple machine à classer les dossiers. Notre rôle, au contraire, est de traiter les problèmes qui se présentent, d'élaborer des plans positifs et constructifs, pour toutes les parties du monde qui en auront besoin. Il ne sert à rien de toujours répondre "non" à toutes les suggestions qui nous sont présentées. Si on ne veut pas les accepter, il faut en soumettre de meilleures. Si l'on persiste à toujours répondre "non" aux suggestions que l'on reçoit, cela pourrait être fort mal interprété dans le monde entier.

J'ai déjà eu l'occasion de signaler au Conseil économique et social les besoins du Proche-Orient. J'ai traité de ce sujet à diverses reprises. Je vous ai dit qu'il ne fallait pas l'oublier. Je le répète encore aujourd'hui. Toutefois, si je n'ai pas encore demandé que l'on constitue une

Commission économique pour les pays du Proche-Orient, je l'ai fait pour les trois raisons suivantes :

La première est celle-ci : ce n'est pas que le problème ne présente pas un caractère d'urgence (il est, au contraire, très urgent), mais nous estimons qu'intervient ici une question de priorité. D'autres régions sont plus avancées et plus stables, économiquement, que nous ne le sommes ; il est normal que l'on réserve une certaine priorité dans l'examen de leurs besoins économiques.

La deuxième, c'est qu'à mon avis il est préférable de voir d'abord comment fonctionnent les Commissions que nous avons instituées avant d'en établir de nouvelles. Sans oublier certains problèmes qui nous concernent, nous avons pensé que le moment actuel n'était pas le plus propice.

La troisième raison, c'est que nous sommes en présence de tant de problèmes politiques (sur des plans tantôt très élevés, tantôt moins élevés), de tant de problèmes sociaux, de tant de problèmes idéologiques, qu'il vaut mieux, pour le moment, ne pas ajouter une difficulté de plus aux innombrables sources de tension qui font rage dans notre région.

Mais n'oublions pas que le monde est un. N'oublions pas que le Conseil économique et social est un organe des Nations Unies, qui a été élu par l'Assemblée générale. Demandons-nous s'il est bien juste de concentrer toute notre attention sur une ou deux sections du monde. Décidons sur le point de savoir si cela ne constitue pas une sorte de favoritisme dans l'ordre même de nos préoccupations. Il est exact que l'Europe et l'Extrême-Orient ont très gravement souffert de la guerre. Il est normal, par conséquent, que l'on s'en occupe dans un esprit de vaste coopération. Mais ces deux régions ne constituent pas, à elles seules, le monde entier, quelque importance qu'elles puissent avoir. Donc, si nous nous concentrons sur ces deux seules régions, cela serait injuste ; cela détruirait l'équilibre qui a été voulu par la Charte ; et cela contribuerait à troubler le maintien

de l'équilibre et de la paix dans le monde.

M. MARTIN (Canada) (interprétation) : Je tiens à indiquer combien de sympathie mon gouvernement éprouve pour les nobles motifs qui sont à la base de cette proposition.

Nous avons entendu ici une déclaration complète du représentant du Chili. Il nous a présenté des arguments qui, certainement, ont frappé l'esprit de tous les Membres du Conseil. Nous tenons à lui exprimer notre reconnaissance pour un exposé si parfait de la situation économique. Il nous a indiqué nettement ce qui se passe en Amérique latine. Nous savons, en fait, que ce qui a lieu en Amérique latine est bien ce que le représentant du Chili nous a décrit. Je voudrais également le remercier de ce qu'il a dit au sujet de mon pays.

Je me bornerai, pour cela, à lui rappeler ce qu'a dit le délégué du Canada à la première session du Conseil économique et social, lorsque fut proposée la constitution de la Commission économique de l'Europe et lorsque le Dr Chang a proposé la création de la Commission économique pour l'Asie l'Extrême-Orient.

Le gouvernement canadien éprouve une sympathie sincère pour les motifs sur lesquels se fonde la proposition dont nous sommes saisis. Nous avons constamment manifesté notre conviction que les fonctions économiques et sociales des Nations Unies et les articles de la Charte qui énumèrent leurs buts dans ce domaine ne sont pas moins importants que l'aspect des Nations Unies en ce qui concerne les questions de sécurité.

Nous éprouvons également une grande sympathie pour ce qui a été dit quant aux inquiétudes éprouvées par de nombreux pays qui n'ont pas encore atteint leur développement complet - pays de l'Amérique latine, mais aussi pays du monde entier. Ils ont éprouvé la crainte que les problèmes de la reconstruction n'aboutissent, pour leur solution, à un système de

priorités en matière économique, système qui amènerait ces pays à souffrir par comparaison.

Le gouvernement canadien estime que l'une des fonctions essentielles des Nations Unies est de favoriser le progrès économique dans toutes les parties du monde, en rendant le monde réellement prospère et réellement équilibré. Il est de la plus haute importance que ceux des pays qui ont besoin d'être développés économiquement reçoivent une attention toute particulière. Certes, ce développement constitue le problème fondamental, essentiel, de la reconstruction ; il est le plus urgent. Mais nous espérons qu'il n'est que d'une nature strictement temporaire.

Les problèmes économiques que nous avons à résoudre, dans les pays d'un développement économique moindre (non seulement en Amérique latine, mais aussi en Moyen-Orient, en Afrique et ailleurs), constituent un défi particulier à l'organisation mondiale que nous avons créée, et cela parce que ces problèmes ont subsisté à travers toutes les années qui se sont écoulées ; nous ne pouvons pas attribuer leur persistance aux circonstances extraordinaires créées par la récente guerre mondiale.

En raison de l'importance des problèmes économiques, les méthodes et les mécanismes que nous adoptons pour les traiter ont également une importance toute particulière. Ce que nous allons décider en ce qui concerne la base de l'organisation susceptible de les traiter en quelque lieu que ce soit, affectera également toutes les autres parties du monde.

Le gouvernement a fait connaître, lors de la dernière session du Conseil, son opinion sur le danger qu'il y a à s'embarquer à la hâte dans des accords régionaux de nature économique. Une telle décision ne devrait être prise, si toutefois elle doit l'être, qu'après une étude approfondie, car il y aurait là une sorte de marche arrière par rapport à la façon dont nous avons envisagé les choses à San Francisco. Là, la

décision avait été prise par tous les Membres des Nations Unies d'aborder le problème sur une base mondiale et technique. Nous avons un exemple de ce problème dans les institutions spécialisées : Banque Internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds Monétaire International, etc. C'est cette approche qui souligne l'importance des nouvelles organisations pour lesquelles des conférences spéciales ont été convoquées par ce Conseil et qui vont probablement se tenir au cours des mois qui restent à courir d'ici à la fin de l'année.

Je voudrais souligner que la façon dont nous allons aborder ce problème manifeste la structure même du Conseil, et non seulement du Conseil, mais des Nations Unies elles-mêmes. Peut-être le Conseil ne saisit-il pas toujours les implications des décisions que nous avons à prendre. Mais nous ne devons pas oublier les principes mêmes sur lesquels nous nous sommes mis d'accord déjà à Londres.

Le Conseil, lors de sa dernière session, a demandé^{qu'}une conférence mondiale de la navigation se réunisse cet automne. Nous espérons que cette conférence établira, sur une base technique mondiale, un Conseil international maritime. Ce Conseil a déjà mis en ^{mouvement} une série de conférences qui, avant la fin de cette année, vont, nous l'espérons, mettre sur pied et asseoir sur une base mondiale technique une Organisation internationale du commerce. Nous avons déjà mis en oeuvre cette façon d'aborder les problèmes sur une base technique en créant la Commission économique de l'emploi, la Commission du transport, la Commission fiscale et d'autres encore.

Et ici, je voudrais dire au représentant du Chili combien le point de vue qu'il a souligné tout à l'heure dans son brillant exposé nous a paru pertinent.

En résumé, cette façon d'aborder le problème sous son angle technique est à la base de tout le système, non seulement pour le Conseil, mais

aussi pour les Nations Unies.

Le gouvernement canadien n'est pas convaincu que cette façon d'aborder le problème d'une manière technique doive faire double emploi.

Il est convaincu que l'on ne devrait pas sur-imposer un mécanisme fondé sur la variante d'un mécanisme séparé, d'essence économique, pour chaque région.

Naturellement, nous reconnaissons que dans certaines situations tout à fait exceptionnelles, il y a une justification pour un mécanisme régional temporaire destiné à compléter les organisations de base qui ont un caractère plus permanent. Les problèmes de la reconstruction des régions dévastées dans le monde sont probablement des problèmes à court terme, et c'est sur cette base que le Canada a apporté son appui à la création de deux organismes temporaires : la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. C'est uniquement pour cette raison, uniquement parce que nous avons considéré qu'il s'agissait là de problèmes d'ordre temporaire, que mon gouvernement leur a donné son appui. Je voulais attirer l'attention du représentant du Chili sur ce point. Par comparaison, les autres problèmes ne sont pas des problèmes à court terme, ils ont une importance fondamentale et ils la garderont pendant de nombreuses années encore. Ils doivent, par conséquent être traités d'une manière qui s'accorde avec la conception que nous nous faisons de la structure générale de l'organisation du monde, avec la notion fondamentale du monde que nous cherchons à construire.

Notre avis sur cette question a été exposé en détail à la dernière session du Conseil économique et social. C'est pourquoi il est peut-être inutile de nous répéter ici. Je le ferai cependant en deux mots : ce qui nous concerne, en premier lieu, dans le futur régionalisme et l'autarquie régionale, c'est qu'elle ne puisse pas jouer le rôle dangereux qui a été celui de l'autarquie nationale au cours des années qui viennent de s'écou-

ler. Ce que nous ne voulons pas, par exemple, c'est que le multilatéralisme soit abandonné pour des systèmes de tarifs régionaux préférentiels. Nous croyons en une tendance vers l'autarquie régionaliste qui serait moins dangereuse au point de vue économique, social et politique que ne le serait l'autarquie nationaliste.

Un mur construit autour d'un certain nombre de pays, dans une seule région du monde, ne constituerait pas une barrière moindre contre le bien-être et la prospérité du monde tout entier qu'un mur bâti tout autour des limites d'un seul pays.

Je voudrais cependant préciser un point. Nous sommes en faveur de la coopération / à l'intérieur de / , chacune des régions ainsi que de la coopération entre les nations dans différents domaines. Nous reconnaissons que la coopération régionale ne doit pas être exclusive et nous ne sommes pas entièrement opposés au mécanisme régional qui a été suggéré ici, si nous sommes convaincus que la majorité des nations qui sont directement intéressées après avoir examiné ce problème à fond, sont en faveur de ce mécanisme et si des dispositions utiles sont prises pour son intégration dans la structure de base de l'organisation mondiale. Toutefois, nous aimerions qu'une étude plus approfondie de cette question soit faite avant qu'une action décisive ne soit prise. En faisant cette remarque, je tiens à signaler que nous ne désirons nullement suggérer que l'on remette la question indéfiniment. Je me rends parfaitement compte des motifs qui ont poussé le représentant du Chili, mais nous avons une responsabilité très grande au sein du Conseil, et la responsabilité ne doit pas être influencée par la sympathie que nous inspirent telle ou telle personnalité, tel ou tel pays de tout premier plan. Notre responsabilité doit jouer uniquement en faveur des problèmes plus généraux que nous avons à étudier.

Une Sous-commission de ce Conseil vient d'être créée pour étudier les problèmes de base du développement économique et il serait peut-être utile d'attendre le résultat de ses travaux et l'opinion de ses membres. Des dispositions existent également pour que tous les pays de l'Amérique latine puissent se consulter dans un avenir très proche sur ces questions. Sous les auspices de l'Union Pan-Américaine, un Conseil économique et social permanent inter-américain a été créé dans les premiers mois de 1945. Ce Conseil avait été organisé à titre provisoire en attendant la réunion d'une Conférence américaine qui devait se tenir à une date plus lointaine et cette Conférence s'est effectivement réunie en novembre 1945 à Washington. Les fonctions de ce Conseil, telles qu'elles sont exposées dans

son mandat, sont les suivantes: "servir d'institution de coordination pour toutes les activités officielles inter-américaines, économiques et sociales.

"Servir de liaison avec l' institution correspondante, de l'Organisation générale internationale lorsque celle-ci sera établie et avec les institutions internationales économiques et sociales que l'on se propose de créer".

lors/ "Nous espérons que ce Conseil, sera organisé sur une base permanente à une Conférence internationale des Etats de l'Amérique latine qui doit se tenir à Bogota le 17 janvier 1948. Pour cette raison, des questions telles que celles qui figurent dans la résolution 50 de l'acte final de la Conférence qui s'est tenue en 1945 à Mexico vont probablement être discutées à cette Conférence. Cette résolution demandait la création de nouvelles branches d'industrie dans les Républiques américaines et le développement de celles qui existent déjà actuellement, le développement et l'exploitation des ressources naturelles et l'amélioration de facilités pour le libre mouvement des capitaux, aussi bien que l'extension des crédits à long terme, dans le but d'élérer les normes de vie des peuples américains et de tirer le maximum de bénéfice de leurs ressources naturelles et de leurs ressources en vies humaines et, par là même, d'accroître le commerce international".

En raison de toutes ces circonstances, j'estime que le plus sage pour le Conseil serait d'attendre le résultat de la Conférence inter-américaine. A ce moment-là, nous pourrions être à même d'étudier l'opinion sur cette question de presque tous les Gouvernements directement intéressés. Etant donné que la proposition qui est actuellement à l'étude devant le Conseil n'a été présentée que quelques jours avant le début de cette session et que sur 18 Gouvernements représentés au sein du Conseil, il n'y a que quatre Gouvernements de l'Amérique latine, j'hésite à prendre à la hâte une décision ici avant qu'une occasion ait été donnée, non seulement aux quatre

pays d'Amérique latine siégeant au sein du Conseil, mais également à tous les autres pays de l'Amérique latine, d'exprimer leurs vues après mûre réflexion, par l'intermédiaire de la Conférence inter-américaine, sur cette proposition importante et pleine de signification.

Je ne veux pas terminer sans remercier à nouveau le représentant du Chili pour la proposition très intéressante qu'il nous a présentée. Je suis certain que nous nous rendons tous compte des motifs qui l'ont forcé à nous la soumettre et je tiens à lui adresser mes félicitations à cet effet.

M. CHERNYSHEV (Union soviétique) (première interprétation du russe): C'est avec plaisir que nous avons écouté l'intéressante déclaration du représentant du Chili. La délégation soviétique comprend parfaitement et approuve le désir du représentant du Chili et de ceux des autres pays de l'Amérique latine d'élever le niveau économique de leur pays et d'accroître le bien-être de ses habitants. Toutefois, la délégation soviétique n'estime pas que la création d'une Commission économique pour l'Amérique latine soit imposée par la nécessité. Nous ne croyons pas qu'il soit juste à ce sujet de faire une analogie avec la Commission économique pour l'Europe et celle pour l'Asie et l'Extrême-Orient car ces deux Commissions, créées conformément à des décisions de l'Assemblée générale, sont destinées à apporter une aide efficace aux pays qui ont été détruits par la guerre.

La création d'une Commission économique pour l'Amérique latine ou pour le Proche-Orient ou pour toute autre région, risquerait de provoquer une certaine confusion dans la structure du Conseil économique et social. En effet, nous savons tous que le Conseil économique et social a d'importantes Commissions dont l'une d'elles, la Commission économique et de l'emploi, doit justement se consacrer à l'étude des questions générales de structure et de développement économique et social des différents pays et

surtout des pays relativement moins développés.

Dans ces conditions, la délégation soviétique regrette de ne pas pouvoir appuyer la proposition du représentant du Chili.

LE PRESIDENT (interprétation): J'ai encore deux orateurs inscrits et j'aimerais, si possible, en terminer ce soir avec la discussion générale de cette question. Je voudrais donc savoir si d'autres orateurs désirent encore participer à la discussion générale.

D'autre part, je vous signale que nous avons à notre ordre du jour, depuis quatre jours déjà, le projet d'accord avec l'Union postale universelle. Il est nécessaire que cet accord soit adopté ou, du moins, que nous connaissions l'avis des membres du Conseil à son sujet étant donné que dans une semaine nous devons entamer des négociations avec les représentants de l'Union internationale des télécommunications. Si les membres du Conseil peuvent examiner les textes relatifs à cette question et s'il n'ont pas d'objections à adopter les résolutions qui leur sont soumises à cet effet, s'ils peuvent, en particulier, adopter sans discussion le projet de résolution du représentant de la Norvège, nos travaux en seraient d'autant avancés et nous pourrions ne pas siéger demain.

M. LUNDE (Norvège) (interprétation): J'estime qu'il ne serait peut-être pas possible d'adopter sans discussion le texte de l'accord avec l'Union postale universelle. J'ai, en effet, quelques observations à formuler.

D'autre part, je me demande s'il est bien nécessaire d'adopter cet accord aujourd'hui ou demain. Si mes renseignements sont exacts, les négociations avec l'Organisation mondiale de la santé ne doivent commencer que mardi et, dans ces conditions, nous pourrions adopter l'accord avec l'Union postale universelle lors de notre séance de lundi.

M. CHERNYSHIN (Union soviétique) (première interprétation du russe): La délégation soviétique a également quelques remarques à faire au sujet du projet de résolution en question et c'est la raison pour laquelle elle partage les vues de la délégation de la Norvège, à savoir que cette question soit examinée lundi ou un autre jour.

LE PRESIDENT (interprétation): Je désirerais que nous en terminions avec la discussion relative à la Commission économique pour l'Amérique latine avant d'entamer celle relative au projet d'accord avec l'Union postale universelle.

M. NEHRU (Inde) (interprétation): Je tiens à apporter l'appui sans réserve de mon Gouvernement à la proposition du représentant du Chili. J'ai, toutefois, une suggestion à formuler. Il me semble qu'en raison des objections et des observations présentées tant par le représentant du Canada que par le représentant des Etats-Unis, et des difficultés qu'ils ont prévu en ce qui concerne la réalisation de ce projet, il vaudrait peut-être mieux, avant de créer un sous-comité qui aurait à fixer le mandat de cette Commission, désigner un groupe de travail. Nous avons, en effet, procédé de la même façon pour les Commissions de l'Europe et de l'Asie. Ce groupe de travail aurait pour mandat d'étudier le problème et de nous présenter ses recommandations. Si cette proposition était acceptable aux représentants de l'Amérique latine, je crois que nous pourrions tous nous y rallier.

M. MENDES-FRANCE (France): Je voudrais seulement poser deux questions afin de connaître la portée exacte de l'amendement du représentant de l'Inde.

Si le groupe de travail dont il propose la constitution était en effet créé par le Conseil économique et social, je désirerais savoir ,

dans cette condition, 1^{er} point, le Conseil économique et social serait saisi des recommandations de ce groupe au cours de cette session ou au cours d'une prochaine session; 2^o point, si la constitution de ce groupe de travail préjuge la question du fond, ou si ce groupe sera seulement chargé de proposer un certain nombre de modalités d'applications.

M. NEHRU (Inde) (interprétation): Je n'ai pas formulé de proposition à proprement parler, je désirais simplement connaître les réactions des représentants des Etats de l'Amérique latine. Néanmoins, si l'idée que j'ai émise est approuvée, nous pourrions créer un groupe de travail et lui demander de nous présenter son rapport dans le plus bref délai, si possible, lors de la prochaine session du Conseil. Je crois que le groupe de travail pour l'Asie et l'Extrême-Orient a préparé son ~~rapport~~ en quelques semaines et, si je me trompe, le docteur Chang pourra apporter une rectification.

Dr CHANG (Chine) (interprétation): Je pourrais répondre au représentant de l'Inde et présenter également quelques observations sur l'intéressant projet du représentant du Chili, mais je tiens pour le moment à soulever un point d'ordre.

Vous aviez suggéré, Monsieur le Président, que nous cherchions à disposer rapidement de la question relative à l'Union postale, et il y a au moins deux objections à votre proposition.

Allons-nous maintenant continuer la discussion du projet de création d'une Commission économique pour l'Amérique latine ou la remettre à plus tard? Dans ce dernier cas, je demanderai ^{la} parole lors de la prochaine réunion.

LE PRESIDENT (interprétation): Ma proposition était d'arrêter

aujourd'hui, si possible, avec la discussion générale. A ce moment, seul le représentant du Chili était inscrit sur ma liste d'orateurs, et je croyais qu'il voulait simplement tirer les conclusions du débat qui s'est engagé. Néanmoins, si d'autres orateurs désirent encore, comme le représentant de la Chine, prendre la parole à ce sujet, nous pourrions être entraînés dans une discussion trop longue.

M. SANTA-CRUZ (Chili) (deuxième interprétation de l'espagnol): Notre délégation porte un intérêt tout particulier à cette question et, pour cette raison, nous désirerions que la discussion générale soit ajournée jusqu'à lundi.

Le représentant des Etats-Unis a dit que, de même qu'un certain temps est nécessaire avant qu'un enfant puisse venir au monde, une certaine période ^{devra} s'écouler avant que ce projet ne puisse être réalisé. S'il lit attentivement les suggestions qui y sont contenues, il verra que mon projet répond à presque toutes les objections; et j'espère bien que d'ici lundi la lecture de ce texte et la fameuse technique américaine permettront à l'enfant de venir au monde dans un temps record.

Je tiens aussi à souligner que je suis prêt à accepter la suggestion du représentant de l'Inde, à condition que le groupe de travail dont il parle soumette son rapport au Conseil dès la présente session. L'une comme l'autre des deux solutions me paraît acceptable, mais j'aurais besoin d'un certain temps pour pouvoir répondre à toutes les observations qui ont été faites. Pour cette raison, je demande, une fois de plus, que la discussion générale soit reportée à lundi.

LE PRESIDENT (interprétation): Les Membres du Conseil me paraissent plutôt impatients et trois orateurs - peut-être même quatre - sont encore inscrits pour parler sur ce sujet. Si nous décidions de continuer la discussion, il faudrait donc nous résoudre à siéger jusqu'à

20 heures ou 21 heures. S'il n'y a pas d'objections, je vais donc renvoyer la discussion à lundi prochain. Nous pourrions examiner, en même temps, le projet d'accord avec l'Union postale universelle.

Je vous signale, toutefois, que ce retard va nous créer certaines difficultés dans la suite de nos travaux. Nous voulions, en effet, entamer au cours de la semaine prochaine les négociations avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Union internationale des télécommunications, et discuter également des accords avec la Banque internationale et le Fonds. J'espère donc que les membres du Conseil se rendront compte de la nécessité probable de tenir une séance samedi prochain.

M. MENDES-FRANCE (France): Vous nous avez, Monsieur le Président, menacés de nous faire siéger pendant le prochain week-end, et je crois que nous devrions tout faire pour conjurer ce danger. Je me demande donc s'il ne serait pas possible de faire un effort pour essayer, malgré tout, d'avancer un peu notre programme. Il n'est pas douteux que nous ne pouvons pas ce soir épuiser la discussion relative à la création d'une Commission économique pour l'Amérique latine, mais nous pourrions peut-être examiner ce soir la question de l'accord avec l'Union postale. Nous pourrions ainsi répondre aux préoccupations que vous avez mentionnées tout à l'heure au sujet de ce point de notre ordre du jour.

Si, toutefois, les Membres du Conseil préfèrent ne pas siéger ce soir, je leur proposerai une solution en quelque sorte alternative qui consisterait à examiner en premier lieu, lundi matin, la question de l'accord avec l'Union postale, ^{do} ^à ~~manière~~ pouvoir la liquider le plus rapidement possible, afin que ceux de nos collègues qui s'occupent des relations avec les autres Institutions soient libres plus tôt et puissent alors s'attaquer aux nombreuses tâches que vous avez laissé prévoir à leur ordre du jour de la semaine prochaine.

LE PRESIDENT (interprétation): A la suite de la discussion qui vient de se dérouler, nous pourrions examiner au cours de notre séance plénière de lundi, à 11 heures, les deux points suivants: l'accord avec l'Union postale universelle et la suite de la discussion sur la Commission économique pour l'Amérique latine. S'il nous reste du temps, nous pourrions reprendre la question qui est actuellement discutée par le Comité économique, laquelle porte sur les travaux qui ont été transmis à ce dernier au sujet de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

Quant au Comité social, il se réunira lundi à 10 h. 45 et il poursuivra l'examen des points de son ordre du jour dont la discussion n'a pas encore été terminée. Il se réunira également à 14 h. 45.

Le Comité de négociations avec l'Organisation mondiale de la santé se réunira également à 14 h. 45.

La séance est levée à 18 heures 10.